

Huit années perdues !

Huit ans après sa précédente expertise concernant l'effet des pesticides sur la santé humaine, l'Inserm a finalement rendu sa copie sous la forme d'un nouveau rapport. Dans une grande mesure s'y trouve confirmés les dangers précédemment identifiés cela pour de nombreux pesticides. S'y ajoute désormais le constat préoccupant de l'imprégnation variable mais générale de tous les milieux (terre, eaux, air) et donc des populations par un grand nombre de ces pesticides. La conséquence directe en est l'impossibilité grandissante d'établir des liens de causalité pour une substance pesticide donnée à travers les études épidémiologiques. L'évaluation des risques propre à l'usage de chaque pesticide devient de ce fait hasardeuse voir totalement impossible, et relève de façon croissante de facteurs non scientifiques. A ce titre, la conclusion omniprésente qu'il convient d'entreprendre ou de perpétuer toujours plus les études portant sur l'évaluation des risques apparaît être éthiquement discutable en regard des conséquences reconnues pour la population. Cela d'autant plus que de telles études dont on sait par avance que les conclusions seront problématiques devraient être mises en œuvre par les mêmes personnes qui en recommandent le financement. Sans même évoquer les conséquences écologiques indéniables de l'usage des pesticides (malheureusement hors du champ de cette expertise restreinte aux seules conséquences directes sur la santé humaine), l'urgence n'est pas, n'est plus, à la préservation des intérêts des uns ou des autres, mais bien à la préservation de la santé de tous. Prendre les mesures de précaution impose de façon évidente désormais, l'arrêt immédiat de l'usage des pesticides tel qu'actuellement pratiqué. Précédée par d'autres (le Luxembourg), la décision

d'arrêter l'emploi du glyphosate votée en Allemagne ces derniers jours nous montre la voie. A défaut les condamnations en justice des agences (Anses) associées aux firmes de l'agrochimie (Bayer-Monsanto) comme récemment prise par le tribunal de Lyon risquent de se multiplier.